

CONSEIL MUNICIPAL DU 3 FÉVRIER 2020 PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt, le trois février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - M. Dominique MICHEL - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à Mme Claudine DAL MOLIN
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT
M. Saïd FOUAD donne pouvoir à M. Dominique MICHEL

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

T. FALCONNET – Mers chers collègues, bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Bonsoir au public venu assister à cette séance du Conseil municipal.

Avant même d'aborder l'ordre du jour, je voudrais vous informer, mais peut-être l'êtes-vous déjà, que dans la nuit de vendredi à samedi, le père Pierre MORTUREUX est décédé. J'ai été informé samedi matin par le père DIYAS, qui a souhaité venir me le dire en personne. Pierre MORTUREUX, vous le savez, était un habitant fidèle de Chenôve, un citoyen attaché aux valeurs de la République et c'était également quelqu'un de très présent dans la vie de la cité. Il participait très régulièrement, très fidèlement, aux manifestations publiques de Chenôve. Il était encore présent à notre cérémonie des vœux et puis c'était un observateur, malgré sa cécité, très attentif de la vie politique de Chenôve puisque régulièrement j'étais destinataire d'un petit mot, qu'il dictait à un de ses amis et qui m'était déposé. Il réagissait sur tel ou tel événement de la vie municipale de Chenôve.

Le père Pierre MORTUREUX est décédé ce 1^{er} février, à son domicile, alors qu'il avait fêté ses 98 ans il y a quelques semaines, et bien évidemment, on retiendra de lui sa silhouette si connue dans les rues de Chenôve et de Dijon. Pierre était né en 1921 à Pontarlier, il avait été ordonné prêtre le 1^{er} mars 1947, d'abord affecté à la paroisse Saint-Michel de Dijon, il y est resté jusqu'en 1954 pour prendre en charge l'aumônerie du lycée Hippolyte Fontaine et surtout s'occuper de l'action catholique ouvrière, de la jeunesse ouvrière chrétienne et de la jeunesse ouvrière chrétienne des femmes. Cela montre aussi dans quel mouvement de l'église Pierre MORTUREUX était engagé.

Il commence à avoir ses premières lésions rétinienne en 1958, il va être obligé de laisser ses fonctions. En 1959, il est nommé curé d'Is-sur-Tille, en 1962 curé de Montbard, il est

membre de l'équipe du grand séminaire de 1968 à 1970, date à laquelle il vient habiter à Chenôve pour une première fois. Il est ensuite prêtre à la paroisse Sainte-Chantal, à la paroisse Saint-Vincent de Paul, et en 1979, il revient à Chenôve au sein de l'équipe des prêtres de la paroisse qu'il n'a jamais quittée et où il a souhaité que soient célébrés ses obsèques qui auront lieu mercredi à 10 h à la chapelle Sainte-Thérèse.

Durant, toutes ces années, on a vu le père MORTUREUX dans les rues de Chenôve, de Dijon. Malgré sa cécité, il ne manquait aucune occasion de se rendre proche des plus pauvres, des exclus, des étrangers, des migrants ou des handicapés. Jusqu'au bout et malgré son âge, son handicap, Pierre MORTUREUX souhaitait rendre service et assumait une vraie mission.

Chacun de nous a été marqué par son courage, son enthousiasme, son dynamisme. Il était un homme de paix, de dialogue et d'amour. Je vous propose en l'hommage au père Pierre MORTUREUX de respecter une minute de silence.

L'ensemble des élus et le public présent dans la salle observent une minute de silence.

T. FALCONNET – Je vous remercie.

Je vous propose de désigner comme secrétaire de notre séance, dans l'ordre du tableau du Conseil municipal, M. AUDARD. Est-ce que vous acceptez d'assurer cette fonction pendant notre séance, M. AUDARD ?

P. AUDARD – Très volontiers, M. le Maire.

T. FALCONNET – Très bien, je vous donne tout de suite la parole pour faire l'appel des membres présents. Vous avez la parole.

Le secrétaire de séance, Patrick AUDARD, procède à l'appel.

T. FALCONNET – Merci. Le quorum étant atteint, nous pouvons délibérer.

Vous avez reçu, en date du 22 janvier 2020, un courrier qui a été envoyé à l'ensemble des élus, ayant accepté la dématérialisation sauf les adjoints et moi-même qui avons délégation de signature et qui garderons nos tablettes jusqu'à la fin du mandat. Tous les autres élus doivent donc rendre leur tablette, plus le chargeur, à l'issue de cette séance plénière, contre signature de restitution. Et ce seront deux agents administratifs qui se chargeront de cette tâche.

Mesdames et messieurs, chers collègues, nous sommes réunis ce soir pour le dernier conseil municipal de la mandature 2014-2020. En guise de propos liminaire, je reviendrai tout d'abord très rapidement sur le temps institutionnel, diplomatique et mémoriel que nous avons vécu lors du dernier week-end de janvier.

Nous avons tout d'abord célébré le 45^e anniversaire du jumelage entre les villes de Limburgerhof et de Chenôve. Cet événement important, convivial, organisé en lien avec le Comité de jumelage de Chenôve et l'équipe de la présidente Evelyne DESJAQUES, s'est déroulé en présence de Monsieur Andréas POIGNÉE, Maire de Limburgerhof qui s'était déplacé, pour l'occasion, au sein d'une délégation qui comprenait, entre autres, Monsieur GOLDSMIDT adjoint au Maire et Monsieur Gerhard EHRESMANN, Président du Comité de Jumelage de Limburgerhof.

Que ce soient Henri SUREAU, Roland CARRAZ, Jean ESMONIN ou moi-même, Heinrich ZIER, Peter KERN et Andreas POIGNÉE de part et d'autre du Rhin, nous nous sommes attachés à faire vivre cet exemple très vivant de l'amitié franco-allemande, dans un esprit partagé, de paix et de réconciliation.

« La Paix et la réconciliation », il en fut également question lorsque nous nous sommes, par la suite, retrouvés le dimanche 26 janvier dernier pour vivre un des moments les plus émouvants et prenants de l'année commémorative dans notre ville.

Nous avons honoré la mémoire de Maxime Guillot, d'abord place Blanqui à Dijon, puis à travers un temps de recueillement rue Jules Blaizet à Chenôve, devant la plaque du souvenir qui lui a été consacrée par l'Association du Souvenir Maxime Guillot et enfin au cimetière communal avec la section de Chenôve du Parti Socialiste. Puis, nous nous sommes réunis, ici à l'Hôtel de Ville, pour évoquer le souvenir de Marcel NAUDOT, Maire de Chenôve de septembre 1934 à février 1944, arrêté, ceint de son écharpe de maire, à l'issue des obsèques publics interdits par les forces d'occupation de son ami et camarade de résistance, mort en déportation à Mauthausen, victime de la barbarie nazie comme des millions d'autres femmes et hommes.

De cette cérémonie solennelle je retiens surtout les mots forts et empreints de solennité prononcés par mon homologue Andreas POIGNÉE. Comme il l'a mentionné avec simplicité et une grande sincérité, notre collègue fait partie de cette génération d'élus et de citoyens allemands qui, bien que nés après la seconde guerre mondiale et les crimes de masse commis par les Nazis, n'a cessé de s'engager pour que l'Histoire ne se répète pas à nouveau.

Mais la mémoire, c'est aussi la tradition. Et notre tradition, c'est aussi notre terroir reconnu au titre du patrimoine mondial de l'UNESCO. Je veux dire ce soir et redire que nous serons très attentifs, très vigilants, au projet de délimitation de l'AOC Bourgogne qui doit être arrêté par l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) et pour lequel une décision doit être prise le 6 février prochain.

Je m'associe à l'inquiétude des vignerons bourguignons qui tentent de faire entendre leurs voix avec le syndicat des Bourgognes et la Confédération des appellations et des vignerons de Bourgogne.

Je réaffirme mon soutien aux viticulteurs de Bourgogne, et notamment ceux de Chenôve qui sont les fleurons de notre patrimoine œnoviticole auquel nous sommes tant attachés (avec modération, bien entendu) ! Cette réforme qui pourrait exclure les vins produits sur le territoire de certaines communes (dont la nôtre) de l'appellation « Bourgogne » est une menace grave et réelle à l'identité de notre patrimoine historique, et fragiliser l'activité et les revenus de ces artisans de la vigne et du vin. Alors, que dans le même temps, ils pourraient être soumis à une sur-taxation de 25% pour les importations de vin aux États-Unis, risquant ainsi de provoquer une crise de la filière et un manque réel à gagner.

Une double raison de leur dire, ce soir, que je me tiens à leurs côtés pour défendre notre bien commun en espérant que les actions collectives qu'ils ont engagées porteront leurs fruits (des grumes de raisin, forcément).

Pour ce qui concerne l'actualité immédiate de Chenôve, nous sommes toujours au travail, jusqu'au bout, comme je m'y étais engagé auprès de vous et de la population de notre ville ! Et vous tous, mes chers collègues, de la majorité, vous le savez.

L'ordre du jour de ce soir est la concrétisation de cette volonté d'œuvrer pour Chenôve et pour les Cheneveliers. Nous aurons à traiter, entre autres :

- de la poursuite de l'aménagement du centre-ville avec, notamment, la création du « Parc » pour remettre la nature en pleine ville mais aussi développer, renforcer l'offre de services et de commerces de proximité au centre-ville,
- nous traiterons également du démarrage du projet de requalification du quartier Kennedy. Une concession avait été signée en 2009 avec la SPLAAD mais

l'opération n'a été véritablement lancée que depuis 2016. et nous pouvons désormais la réaliser avec l'identification de ce secteur comme site de projet prioritaire dans le PLUi-HD.

D'ailleurs, la visite de quartier de samedi matin a montré tout l'intérêt des habitants du quartier pour ce projet qu'ils attendent depuis très longtemps et c'est avec eux, avec les habitants et les commerçants, à partir d'une large concertation, que nous nous apprêtons à construire l'avenir de l'entrée nord de Chenôve.

Mes chers collègues, je vais terminer cette courte introduction en vous informant que mercredi dernier, lors de notre rencontre annuelle avec le monde associatif chenevelier, nous avons officiellement remis, en lien avec les présidents des différents Offices municipaux, la recette de la mobilisation lors du Téléthon aux représentants départementaux de l'Association AFM Téléthon. Cette recette est le résultat de l'implication de tous et je remercie tout particulièrement les deux élus qui ont porté ce Noël solidaire et ce Téléthon 2019, à savoir Christiane JACQUOT et Christine BUCHALET. Ce Noël solidaire qui a été un exemple de plus pour notre ville, dans son ensemble, c'est être généreuse et bienveillante avec celles et ceux qui en ont le plus besoin, malades, personnes isolées ou démunies.

Voilà, mes chers collègues, pour les quelques actualités municipales qui ont égrainé ces derniers jours.

Avant d'aborder le premier point, je vais vous faire voter l'approbation des deux procès-verbaux de nos séances précédentes, les séances du 25 novembre 2019 et du 16 décembre 2019. Y a-t-il des amendement, des remarques sur la formulation de ces procès-verbaux ? Je n'en vois pas. Je les mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Ils sont adoptés à l'unanimité.

Donc, maintenant nous allons aborder le premier point de l'ordre du jour.

COHESION SOCIALE ET URBAINE

1 - SECTEUR SAINT-EXUPÉRY – APPROBATION DU COMPTE DE RÉSULTAT DE LIQUIDATION AU 31 AOÛT 2019

Il est rappelé que, par délibération du 24 juin 2013, la ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) le portage immobilier, la gestion et l'exploitation d'un ensemble commercial existant et les prestations de services en matières d'études prospectives sur le secteur Saint-Exupéry, par voie de Convention de Prestations Intégrées (CPI).

Il est précisé qu'un avenant à cette CPI a été notifié à la SPLAAD le 8 février 2019, suite à l'approbation du compte rendu financier annuel pour l'exercice comptable clos au 30 juin 2018, afin de prendre en compte la diminution de la participation de la collectivité à l'équilibre de l'opération.

Dans la perspective de la poursuite de l'aménagement du centre-ville, les cellules commerciales du centre commercial Saint-Exupéry, aujourd'hui déconstruit, ont été définitivement libérées fin octobre 2018, mettant ainsi fin aux missions de la SPLAAD au titre de la CPI susmentionnée.

Dans la perspective de la clôture de l'opération, le conseil d'administration de la SPLAAD a approuvé, en date du 28 novembre 2019, le compte de résultat de liquidation de l'opération arrêté au 31 août 2019.

Annexé à la présente délibération, le compte de résultat de liquidation fait apparaître :

- des dépenses d'un montant total de 4 669 834,62 € HT, soit 5 273 227,76 € TTC ;
- des recettes d'un montant total de 4 669 834,62 € HT, soit 5 273 227,76 € TTC ;
- un résultat hors taxes nul après versement par la collectivité d'une subvention globale d'un montant de 1 604 908,40 €.

Il est précisé que la participation de la collectivité à l'équilibre de l'opération est en diminution de 397 896,60 € par rapport au compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2018.

La participation de la collectivité à l'équilibre de l'opération est largement couverte par les avances versées dont le montant cumulé s'élève à 4 000 000 €. En conséquence, il est proposé d'affecter le solde des avances versées, soit la somme de 2 395 091,60 € à la trésorerie de l'opération « Centralité » permettant de couvrir notamment le coût d'acquisition des locaux du centre commercial Saint-Exupéry intégré à l'opération « Centralité ».

Vu la CPI portant convention de portage immobilier, de gestion et d'exploitation d'un ensemble commercial existant et de prestations de services en matières d'études prospectives sur le secteur Saint-Exupéry,

Vu le compte de résultat de liquidation de l'opération arrêté au 31 août 2019,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De constater l'expiration de la convention de prestations intégrées portant convention de portage immobilier, de gestion et d'exploitation d'un ensemble

commercial existant et de prestations de services en matières d'études prospectives sur le secteur Saint-Exupéry confiée à la SPLAAD,

ARTICLE 2 : De donner quitus à la SPLAAD de sa mission au titre de la CPI portant convention de portage immobilier, de gestion et d'exploitation d'un ensemble commercial existant et de prestations de services en matières d'études prospectives sur le secteur Saint-Exupéry,

ARTICLE 3 : D'approuver le compte de résultat de liquidation de l'opération arrêté au 31 août 2019 faisant apparaître un montant des dépenses et des recettes équilibré à 4 669 834,62 € HT,

ARTICLE 4 : D'acter le montant de la participation de la collectivité à l'équilibre de l'opération d'un montant définitif de 1 604 908,40 €,

ARTICLE 5 : De prendre acte du transfert au sein de l'opération « Centralité » du coût de cession des locaux du centre commercial Saint-Exupéry,

ARTICLE 6 : D'accepter le transfert du solde des avances de trésorerie après participation de la collectivité à l'équilibre de l'opération, soit la somme de 2 395 091,60 €, à la trésorerie de l'opération « Centralité » dont la SPLAAD est aménageur,

ARTICLE 7 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Voilà, mes chers collègues, ce que je pouvais vous dire sur cette première délibération, qui est une délibération, vous l'avez compris, de clôture d'opération.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, je vais donc la mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

2 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU 30 JUIN 2019 VALANT BILAN CONSOLIDÉ

Il est rappelé que la ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Centre-Ville » par voie de convention de prestations intégrées CPI) portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009.

Par délibération du 6 novembre 2017, la ville de Chenôve a décidé d'intégrer le secteur Saint-Exupéry à la concession d'aménagement « ZAC Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ».

En application de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et conformément à l'article 17 de la convention de prestations intégrées, la SPLAAD a adressé à la collectivité, pour examen et approbation, le compte rendu annuel arrêté au 30 juin 2019 valant bilan consolidé.

Approuvé en date du 28 novembre 2019 par le conseil d'administration de la SPLAAD, le compte rendu annuel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- le programme physique de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé,
- l'état des dépenses et des recettes prévisionnelles,
- l'état prévisionnel de trésorerie,
- en annexe, l'état des acquisitions et des cessions réalisées.

Au 30 juin 2019, le montant global de l'opération « Centralité » s'élève à 26 359 779 € HT soit une augmentation de 10 623 755 € HT par rapport à l'exercice précédent, due notamment à la consolidation du bilan prévisionnel du fait de l'intégration de l'aménagement du secteur Saint-Exupéry dans l'opération « Centralité ».

L'évolution des dépenses s'explique notamment par :

- le coût des études nécessaires (mission de maîtrise d'œuvre, ...) à l'aménagement du Parc sur le secteur Saint-Exupéry,
- l'acquisition du centre commercial Saint-Exupéry et des propriétés situées dans le périmètre de l'opération (rue Saint-Exupéry, rue Changenet,...),
- l'actualisation des dépenses d'aménagement des sols correspondant aux coûts résiduels de démolition du centre commercial Saint-Exupéry,
- l'intégration, dans le bilan de l'opération, du montant des travaux d'aménagement du Parc et de requalification des espaces publics avoisinants.

L'évolution des recettes s'explique notamment par l'actualisation :

- des recettes de commercialisation prenant en compte les négociations engagées avec les promoteurs et la réalité du marché immobilier,
- des subventions qui intègrent la participation attendue de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU) et de Dijon Métropole au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

L'examen du compte-rendu annuel montre que la participation prévisionnelle de la collectivité à l'équilibre de l'opération s'élève à 12 363 666 € HT, soit une augmentation de 8 052 356 € HT par rapport à l'exercice précédent du fait de la consolidation du bilan.

Cette participation de la collectivité se décompose de la manière suivante :

- une subvention globale de 7 363 666 € (non assujetti à la TVA),
- la cession d'équipements généraux de 5 000 000 € HT correspondant à la remise à la collectivité du Parc une fois aménagé.

Vu l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte-rendu annuel à la collectivité au 30 juin 2019 valant bilan consolidé,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité au 30 juin 2019 valant bilan consolidé de l'opération « Centralité ».

T. FALCONNET – Deuxième délibération, toujours sur l'opération « Centralité ».

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Voilà, mes chers collègues, ce que je souhaitais vous dire sur cette opération d'ampleur importante pour le cœur de ville de Chenôve.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Pas de demandes d'intervention sur une délibération à presque 27 millions d'euros ? Très bien, je vais la mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

3 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – AVENANT N°9 À LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"

Il est rappelé que, par délibération en date du 28 septembre 2009, la ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC Centre-Ville » par voie de convention de prestations intégrées (CPI) portant concession d'aménagement.

Par délibération du 6 novembre 2017, la ville de Chenôve a décidé d'intégrer le secteur Saint-Exupéry à la concession d'aménagement « ZAC Centre-Ville » devenant, ainsi, une opération d'aménagement globale dite « Centralité ».

Suite à l'approbation du compte-rendu financier annuel arrêté au 30 juin 2019, présenté par la SPLAAD à la collectivité, il est proposé de signer un avenant n°9 à la CPI afin de prendre en compte l'évolution de la participation financière de la collectivité qui s'élève à 12 363 666 € dont :

- une subvention globale de 7 363 666 € (non imposable à la TVA),
- la cession d'équipements généraux d'un montant de 5 000 000 € HT correspondant aux travaux d'aménagement du « Parc » sur le secteur Saint-Exupéry.

Vu l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu l'article 16.4 de la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement « Centralité »,

Vu le projet d'avenant n°9 joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°9 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement « Centralité » conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? M. BRUGNOT, vous avez la parole.

Y-M. BRUGNOT - Je vous remercie, M. le Maire. Cela vous fera une pause.

T. FALCONNET – Je vous en remercie.

Y-M. BRUGNOT – Le dernier Conseil municipal du mandat, c'est un « espace-temps »

particulier. Davantage quand nous ne savons pas si nous allons nous retrouver pour poursuivre tout ce qui a été accompli durant les six dernières années. Mais cela s'appelle la démocratie et le choix des urnes, et c'est vital pour notre République. Revenons, justement, sur ces six dernières années.

Notre groupe, Chenôve entre vos mains, a fait partie de l'opposition et l'un des éléments les plus contestés au départ était l'intervention de cette Société Publique d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise, la SPLAAD. Combien de fois nous sommes-nous abstenus ? De nombreuses fois durant les trois premières années du mandat. Nous voulions juste que l'on nous explique : pour quelles raisons cette société doit toujours intervenir ? Quel est l'intérêt ? Comment fonctionne-t-elle ? Nous voulions juste plus de transparence et de visibilité.

Thierry... pardon, M. le Maire, vous avez compris ce message, et très vite, vous avez convoqué une réunion en invitant la directrice générale de cette société, et pendant deux heures, un soir, ici, avec tous les conseillers municipaux de la majorité, cette dame nous a expliqué que faire des grands travaux, on a besoin d'un pilotage qu'une commune seule ne peut pas faire. C'est en s'associant à d'autres, en étudiant avec des experts de l'urbanisme, qu'il est possible de faire avancer les grands projets de démolition et de reconstruction.

Un remodelage se fait avec des professionnels aguerris, et celui de Chenôve ne peut se faire sans celui de la capitale de région limitrophe pour que le plan d'urbanisme ait du sens et soit cohérent. Voilà pourquoi de telles sociétés existent et ont une véritable utilité publique.

Voilà pourquoi nous avons rejoint la majorité, parce que quand on explique les choses et que l'on communique, qu'on convainc les citoyens, ils n'ont aucune raison de ne pas plébisciter une proposition municipale.

Nous voterons donc pour l'ensemble des points ayant trait à la SPLAAD.

T. FALCONNET – Merci, M. BRUGNOT. Merci de votre déclaration et de votre soutien dans cette majorité que vous avez rejointe dans les conditions que vous avez expliquées, et puis votre soutien à cette opération très importante.

D'autres interventions ? Oui, M. AMODEO.

M. AMODEO – Le vote de la part du groupe communiste, notre groupe, bien que toutes les délibérations ne soient pas toutes passées, mais nous avons voté les trois premières et nous voterons les deux autres concernant l'aménagement de notre ville.

Notre groupe soutient ces projets, bien sûr, et les applaudit des deux mains, des six mains, pardon. Nous avons voté les délibérations et nous allons voter les autres.

D'abord parce qu'ils transforment et touchent les différents quartiers de la ville, vers une meilleure harmonisation de notre cité, puis aussi parce qu'ils visent et continuent l'objectif qui nous anime tous, l'attractivité de Chenôve.

Enfin, ces projets tendent vers davantage de mixité sociale, et vous savez très bien comment ce mythe me tient à cœur, la mixité sociale. Nous avons d'ailleurs signé, au niveau de la métropole, la convention de mixité sociale, et la mixité, ce n'est pas uniquement des réunions, des commissions, qui répartissent les demandeurs de logements sociaux, c'est aussi agir sur le terrain et c'est ce qui va se passer avec ces travaux.

Et enfin tourner la page, M. le Maire, de cette tache que nous traînons depuis l'époque ZUP, et écrire la page de Chenôve, belle, diverse et rassemblée.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODEO. Pas d'autres intervention sur cette délibération ? Je vais la mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

4 - OPÉRATION "KENNEDY" – AVENANT N°4 À LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTÉGRÉES CONCLUE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE"

Il est rappelé que, par délibération en date du 28 septembre 2009, la ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du secteur Kennedy par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement qui arrive à échéance le 24 décembre 2020.

Dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy, à la demande de la collectivité et après consultation, la SPLAAD a désigné les équipes de maîtrise d'œuvre qui seront chargées de l'élaboration et du suivi opérationnel du projet d'aménagement du secteur.

Dans ce contexte, il est proposé de prolonger par voie d'avenant la durée de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 24 décembre 2025.

Vu le projet d'avenant n°4 à la convention de prestations intégrées,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°4 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement « Kennedy »,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous allons aborder un autre opération, importante, toujours portée par la SPLAAD. Là, nous étions dans la Centralité, nous allons au maintenant au nord de Chenôve.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Pour votre pleine information, la ville a commencé à provisionner sur son budget d'investissement pour pouvoir réaliser cette opération Kennedy. Comme d'ailleurs nous avons commencé à provisionner depuis 2011 sur notre budget d'investissement, des sommes importantes pour mener à bien l'opération Saint-Exupéry, et donc l'opération Centralité aujourd'hui, parce que gouverner c'est prévoir, mesdames et messieurs, et nous l'avons fait.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette opération Kennedy ? Je n'en vois pas, je vais donc mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité. Et je pense que les habitants de Kennedy vous en seront gré.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

5 - OPÉRATION KENNEDY – OBJECTIFS DE LA REQUALIFICATION ET MODALITÉS DE CONCERTATION PRÉALABLE À LA CRÉATION D'UNE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ

Les réflexions conduites dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Habitat Déplacements (PLUi-HD) et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) ont permis de définir les enjeux de développement urbain de la ville de Chenôve et les perspectives de renouvellement urbain à l'échelle du quartier « Le Mail ».

Bordé par le boulevard des Valendons et la rue Maxime Guillot en limite nord du territoire communal, le secteur Kennedy s'organise autour d'un centre commercial en copropriété, au bâti vieillissant et en perte d'attractivité, dont la requalification est un des enjeux de la réussite du renouvellement urbain du quartier « Le Mail ».

Compte tenu de l'intérêt public de la requalification du secteur Kennedy identifié comme site de projet dans le PLUi-HD, cette opération d'aménagement pourrait, à l'initiative de la collectivité, prendre la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dont le projet de périmètre est annexé à la présente délibération.

Les zones d'aménagement concerté sont définies, dans l'article L311-1 du Code de l'urbanisme, comme des zones à l'intérieur desquelles une collectivité publique ou un établissement public y ayant vocation décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains, notamment de ceux que cette collectivité ou cet établissement a acquis ou acquerra en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés.

Conformément aux articles L103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, la présente délibération a pour objet de préciser les objectifs poursuivis dans le cadre de la requalification du secteur Kennedy et les modalités de concertation préalables à la création d'une ZAC.

1. Objectifs poursuivis par l'opération de requalification du secteur Kennedy

Construit dans les années 1960, le centre commercial Kennedy est un équipement daté dont le bâti se dégrade, ce qui participe au déficit d'image de l'équipement et à la perte d'attractivité des commerces malgré sa localisation en entrée de ville, le long de la route des Grands Crus, et sa desserte par le tramway. Les études réalisées ces dernières années ont montré que cette situation stratégique offre la possibilité d'une recomposition urbaine du secteur en adaptant l'offre commerciale et en développant une nouvelle offre de logements.

Les objectifs de l'opération de restructuration du secteur Kennedy sont notamment les suivants :

- requalifier l'entrée nord de la ville en réalisant des aménagements qualitatifs intégrés dans le tissu urbain environnant,
- maintenir une offre commerciale et de services de proximité répondant aux besoins des riverains et des futurs habitants,
- développer une nouvelle offre d'habitat diversifiée dans sa forme (petits collectifs, habitat intermédiaire, individuel groupé...) et son statut (accession abordable, accession et locatif libres),
- offrir une offre de stationnement adaptée aux besoins actuels et futurs du secteur.

Une attention particulière sera portée à l'exemplarité environnementale de l'opération d'aménagement qui devra contribuer à la renaturation de l'espace urbain et répondre aux enjeux identifiés dans l'Orient d'Aménagement et de Programmation (OAP) métropolitaine « Entrée Sud » du PLUi-HD :

- poursuivre le mail planté jusqu'au boulevard des Valendons par un aménagement végétalisé et favorable aux piétons,
- recréer un espace d'animation urbaine autour de commerces de proximité et d'un espace public de quartier.

2. Modalités de concertation préalable à la création de la ZAC

Il est précisé que les riverains, les commerçants et, plus globalement, les Chenevelières et les Cheneveliers seront associés, à travers une démarche participative, tout au long de l'opération d'aménagement du secteur Kennedy, de son élaboration à sa mise en œuvre.

Dans le cadre de la création de la ZAC, les modalités de concertation préalable se déclinent selon les moyens suivants mis à la disposition du public :

- pour s'informer :
 - envoi d'un courrier à l'ensemble des habitants de la commune,
 - affichage en Mairie,
 - articles dans la presse locale et les supports de communication municipaux (magazine, site internet, réseaux sociaux...),
 - exposition publique présentant les enjeux et les principes d'aménagement sur site et à la Maison du Projet,
- pour formuler des observations et propositions :
 - organisation d'une réunion publique,
 - ouverture d'un registre destiné au recueil des observations du public à la Maison du Projet, aux heures et jours habituels d'ouverture,
 - possibilité d'adresser des observations par voie postale ou par courriel.

Cette concertation préalable à la création d'une ZAC se déroulera pendant une période de deux mois, entre début mai 2020 et mi-juillet 2020. Un bilan de la concertation sera arrêté, à l'issue de celle-ci, par délibération du Conseil Municipal.

Vu l'article L.311-1 du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu le projet de périmètre annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver, dans la perspective de la requalification du secteur Kennedy, les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – D'abord rappeler que l'aménagement du secteur Kennedy/Pétignys est inscrit aujourd'hui dans le PLUi-HD, et il est inscrit également dans le nouveau programme de renouvellement urbain, et cela nous a permis de définir les enjeux de développement de

la ville de Chenôve.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette ZAC Kennedy ? Pas de demandes ? M. AUDARD, vous avez la parole.

P. AUDARD – Oui, M. le Maire, chers collègues, c'est avec une forme d'émotion que je prends la parole au nom naturellement des élus du groupe SERPP, mais plus largement et à leur demande, au nom de l'ensemble de nos collègues, tous groupes confondus de la majorité municipale. Je tiens tout d'abord à souligner que les cinq délibérations que nous venons de voter à l'unanimité et sans débat, simplement des éléments de soutien, sont cinq délibérations qui sont regroupées sous la notion « cohésion sociale et urbaine », et elles s'inscrivent dans un grand projet pour Chenôve, mais un grand projet qui a une histoire. Et cette histoire, elle a été portée par de grands maires, je pense à Roland CARRAZ, je pense à Jean ESMONIN et je pense à vous, M. le Maire, dont vous assurez la digne succession.

C'est un enjeu primordial pour notre ville que celle de la centralité. La centralité, ce n'est pas simplement la centralité géographique, c'est une centralité sociologique. C'est une centralité qui vise à nourrir le vivre-ensemble, et les délibérations que nous avons évoquées il y a un instant touchent tous les secteurs de notre ville, Saint-Exupéry, le futur parc, les îlots de centralité, la piétonisation de Changenet, l'ensemble du travail à réaliser sur Kennedy, et tout cela constitue un ensemble. Et cet ensemble, il a été porté pendant plusieurs mandats et accéléré dans le mandat qui est en train de s'achever ce soir. Et je pense que nos concitoyens ont le droit d'avoir la notion de ce qu'est la politique au sens de grande politique menée dans un intérêt général et dans l'intérêt commun.

Je dis grande politique pour l'opposer aux petites politiques ou plus précisément aux petites tambouilles politiciennes qui, par les temps électoraux, amènent à une forme de girouettisme qui nuit profondément à l'esprit public. Je crois qu'il est important de s'inscrire dans notre histoire, je crois qu'il est important de s'inscrire dans la cohésion de ce que nous avons construit tous ensemble, patiemment, quelles que soient d'ailleurs nos sensibilités à travers des votes très souvent unanimes, que nous soyons majoritaires ou en minorité. Parce qu'il faut faire avancer notre ville, eh bien nous prenons la globalité de la situation avec cet objectif de centralité, de mixité sociale, de rééquilibrage sociologique. Oui, n'ayons pas peur des mots, c'est de la grande politique, et ne pas vouloir faire de politique face à des enjeux de cette nature, c'est renoncer à prendre la véritable responsabilité de ce que doit être notre ville.

Alors, je vais rapidement conclure en disant la chose suivante : Oui, j'entends bien qu'ici ou là, pour ajuster un programme électoral, on puisse vouloir retrancher tels ou tels aspects de notre politique de la ville, tels ou tels projets de notre politique de la ville, tels qu'ils viennent d'être exposés à l'intérieur de ces cinq délibérations, et je vois bien l'économie budgétaire que certains imaginent pouvoir faire en ne finançant pas telle ou telle partie du projet. Mais parce que nous parlons de centralité, parce que nous parlons de cohésion, parce que nous parlons de construction de cette centralité, eh bien aucun projet ne peut être retiré sans nuire à l'ensemble. Et je pense que parfois, il faut être cohérent. Cohérent dans la proposition politique, cohérent dans l'histoire politique de la ville, cohérent dans la continuité de ce que désirent les Cheneveliers pour eux-mêmes depuis tant d'années.

Alors, ma conclusion va être extrêmement simple. Contrairement à ce que certains pourraient s'imaginer, ou peut-être voudraient-ils le faire croire, aucun des projets n'est dépourvu de financement. Tous ont été provisionnés. Depuis 2011, nous avons provisionné, à travers nos différents budgets, 9,4 millions d'euros pour la centralité. Nous avons provisionné en 2020, 2 millions supplémentaires, et nous avons provisionné également pour le centre Kennedy et sa rénovation prévue pour 2020-2025.

Alors, oui, ne pas toucher un élément pour ne pas diviser l'ensemble, porter haut et fort ce qu'est notre histoire, c'est en tout cas ce à quoi vous vous attachez, M. le Maire, et c'est ce pourquoi nous vous soutenons.

T. FALCONNET – Merci, M. AUDARD. Je pense que dans les semaines qui viennent, nous aurons très largement l'occasion de débattre sur cette question et sur d'autres. J'ai bien noté, vous avez parlé de centralité, vous n'avez pas parlé de centralisme ni de centrisme mou.

P. AUDARD – Ni d'extrême centre.

T. FALCONNET – Ni d'extrême centre, on est bien d'accord. On parle bien de centralité géographique.

Mers chers collègues, y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur ce point ? C'est le dernier conseil, il faut bien qu'on se fasse un petit peu plaisir, quand même. Vous allez voir, on va se faire encore plus plaisir avec la délibération qui suit, un plaisir gustatif.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

CULTURE

6 - COLLECTIF CARNAVAL – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Événement majeur de la vie culturelle et associative de Chenôve, le carnaval est organisé par un collectif d'associations et de bénévoles.

Dans ce cadre, plusieurs conventions successives de partenariat ont été signées, dont la dernière a pris fin au 31 décembre 2019.

Pour permettre la reconduction en 2020 et le bon déroulement de cette manifestation, le collectif Carnaval sollicite une subvention de 4 300 €. Cette somme, qui sera inscrite au Budget primitif 2020, correspond au montant alloué lors des précédentes éditions.

La convention de partenariat, ci-annexée, fixe non seulement le montant et les conditions de versement de la subvention, mais précise également les modalités d'accompagnement du collectif Carnaval par la ville de Chenôve. Outre un appui administratif pour l'organisation des comités de pilotage, techniques et de suivi balisant l'élaboration du projet, la commune de Chenôve met à disposition des moyens humains et logistiques, met en œuvre les dispositifs réglementaires liés à la sécurisation de la manifestation et prend en charge la communication.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 23 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2020 avec le collectif Carnaval aux conditions exposées ci-dessus, prévoyant notamment une subvention de 4 300 €,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Le plaisir culturel, avec Mme CROS, qui a beaucoup travaillé sur ce dossier, comme sur tous les dossiers qu'elle a portés durant ce mandat. Merci, Mme CROS, pour le travail que vous faites.

M-P. CROS – Merci. Donc nous allons passer à quelque chose de festif, puisque c'était un peu plus technique précédemment. Le carnaval est l'occasion de faire des batailles de confettis, d'écouter de la musique, de voir des gens danser, et après le spectacle qui a lieu devant le Cèdre, de partir en déambulation jusqu'au quartier Saint-Exupéry. C'est un événement qui fait extrêmement plaisir. Je vous donne quand même quelques indications : cette année, ce sera le 5 avril, et le titre en sera « La Chenôve récré ». Je vous laisse imaginer ce que ça sera.

Ce carnaval est organisé par un collectif de bénévoles que je remercie, car c'est un sacré travail.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. Une délibération plus modeste sur l'engagement financier de la collectivité, mais importante aussi pour les habitants qui sont très attachés à cette manifestation festive. Et lorsqu'il y a eu interruption du carnaval, on en avait beaucoup entendu parler.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

7 - UNION NATIONALE DE L'APICULTURE FRANÇAISE : AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE LABELLISATION "APICITÉ"

Dans le cadre de sa démarche de développement durable, la ville de Chenôve s'est engagée depuis plusieurs années en faveur de la biodiversité et, plus particulièrement, de la protection des abeilles : gestion différenciée des espaces verts, démarche « zéro phyto », renaturation de la ville, aménagement de jardins adaptés aux pollinisateurs domestiques et sauvages, installation de ruches dans le jardin du Clos du Roy, actions de sensibilisation tout public...

L'Union Nationale de l'Apiculture Française (UNAF), syndicat professionnel des apiculteurs engagé pour la préservation des pollinisateurs, a récompensé la ville pour son implication actuelle en faveur de la protection des abeilles en lui décernant le label « APICité » assorti d'une abeille pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

L'obtention de ce label permettra à la ville de valoriser auprès du grand public sa démarche au profit de la biodiversité en ville et des pollinisateurs.

Un projet de convention de labellisation avec l'UNAF, joint à la présente délibération, fixe les modalités de valorisation et de communication autour de ce label ainsi que les conditions de versement à l'UNAF d'une redevance annuelle d'un montant de 1 000 euros.

Vu le projet de convention de labellisation « APICité » joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 21 janvier 2020,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de labellisation « APICité » avec l'UNAF,

ARTICLE 2 : De dire qu'il sera proposé que les crédits correspondants à la redevance annuelle de 1 000 euros soient inscrits au budget 2020,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous passons au plaisir des papilles. Je donne la parole à M. BERNARD, et pendant ce temps, mes chers collègues, pour adoucir encore plus les débats de ce soir, on va vous distribuer du miel municipal, la récolte de nos ruches. Je vous en prie, M. BERNARD, allez-y.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD, de la présentation de cette délibération. Moi, j'ai une question à vous poser, M. BERNARD : est-ce que le glyphosate, c'est bon pour les abeilles ?

J-J. BERNARD – Bah, non.

T. FALCONNET – Merci.

J-J BERNARD – Pas du tout.

T. FALCONNET - Il me semblait bien.

J-J. BERNARD – Pour nous non plus.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. C'est juste pour repréciser les choses par rapport à notre arrêté anti-glyphosate. Je crois, M. AMODEO, que vous vouliez vous exprimer sur cette question ? Je vous en prie, allez-y.

M. AMODEO – Merci, M. le Maire. Cette délibération qui reconnaît une commune écologiquement vertueuse m'amène une courte réflexion, qui me permet une transition sur les arrêtés municipaux interdisant ou limitant l'utilisation des pesticides et des désherbants pris par certains maires ou présidents de collectivités et qui ont été retoqués par les préfets. Comme ont été retoqués les arrêtés municipaux de maires refusant les compteurs Linky, par exemple, sur leurs communes.

Mais c'est l'association des citoyens à l'exercice de la démocratie qui veut cela. Et nous le voyons bien au travers de nos pratiques actuelles ! Je fais référence à notre actualité. Si, parmi les sujets que les citoyens veulent traiter, certains relèvent bien sûr de questions locales, pour une très grande part, il s'agit de sujets plus généraux qui portent une autre vision de la société, de la vie en société, de la solidarité, du travail, circuits courts, culture, c'est de ça que nous parlent les gens, égalité femme-homme, racisme, numérique, écologie, pouvoir d'achat, santé, retraites... Ce sont autant de sujets de fond dont les citoyens, comme acteurs principaux, s'emparent au niveau de la commune. Nous le voyons bien dans les débats actuels. Nous, communistes, nous le disons, nous sommes contre tout ce qui « éloigne les citoyens des lieux de pouvoir et de décisions » dans toutes les réformes territoriales, la loi NOTRe, la loi MAPTAM, la loi relative à l'engagement dans la vie publique... Et tout ce qui a tendance à transférer de plus en plus de compétences, loin de la commune vers les intercommunalités.

Alors, faisons plutôt la démonstration concrète que la commune est ce lieu qui rapproche les citoyens des lieux de pouvoir et de décisions et qui permet de traiter des sujets aussi très politiques. Nous considérons que la commune doit revendiquer une clause de compétences généralisée qui lui permette de traiter tous les sujets, à l'image de ces maires qui ont pris des arrêtés anti-glyphosate pour préserver la santé de leurs habitants.

Cette question de la démocratie, de la participation citoyenne n'est donc pas un supplément d'âme pour nous, n'est pas une mode, n'est pas une cerise sur le gâteau, mais un marqueur fort puisque notre conception d'une société émancipée est d'abord et avant tout une société où les décisions sont prises par le plus grand nombre pour le plus grand nombre, par le peuple pour le peuple.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODEO. Je note tout de même votre habileté : à partir d'une délibération de convention avec l'association des apiculteurs de France, vous réussissez quand même à parler de la réforme des retraites. Je trouve que...

M. AMODÉO – Ce n'est pas nous, c'est les citoyens auxquels on s'adresse à ce moment des débats.

T. FALCONNET – M. AMODEO, c'était juste pour sourire. Y a-t-il une autre demande d'intervention ? M. BLANDIN, vous allez nous parler aussi des ruches.

S. BLANDIN – Mais pas des retraites. Merci, M. le Maire. Tout comme la labellisation « Cité éducative » est la juste reconnaissance du travail mené par cette majorité pour proposer un accompagnement de tous nos jeunes de 0 à 25 ans et de leurs parents, cette labellisation « APicité » est, à mon sens, à notre sens, la reconnaissance de l'ambition écologique de la municipalité.

J'en veux pour preuve, pour ne citer que quelques exemples : l'arrêté anti-glyphosate voté à l'unanimité en avril 2019, alors que jeudi dernier le président Macron renonçait à sa promesse d'interdire ce produit en 2021. Notre partenariat, qui n'en déplaît à certains, avec l'association Pirouette Cacahuète a permis l'installation du coin nature dans les écoles. Le jardin du Mail et la première forêt comestible sur la plaine Herriot, et enfin le projet sur l'esplanade Saint-Exupéry et le plan de gestion du plateau.

Les esprits chagrins trouveront sûrement que ce n'est pas assez. Chenôve a déjà ses trois fleurs des villes et villages fleuris. Nous aurons, je l'espère, rapidement les trois abeilles. Je vous remercie.

T. FALCONNET – Merci, M. BLANDIN. Il y en a qui trouvent qu'on en fait trop. Et, il y en a qui trouvent qu'on ne va pas assez loin. Bien, pas d'autres demandes d'intervention sur ce point ? Donc, je mets aux voix. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
28 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE

8 - MARCHÉ D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE DE LA COMMUNE : DÉSIGNATION DE L'ATTRIBUTAIRE

Dans le cadre de l'exploitation et la maintenance multi-technique des installations de chauffage, eau chaude sanitaire, ventilation mécanique et traitement d'air, climatisation, traitement d'eau, hottes de cuisine, relevage, un appel d'offre ouvert a été lancé.

Ce dernier se décompose en trois types de prestations :

- L'entretien et la maintenance des installations sur les 35 bâtiments les plus importants de la collectivité (Poste P2 avec des prix forfaitaires).
- La garantie totale des installations raccordées sur le réseau collectif de chauffage urbain (Poste P3 avec des prix forfaitaires) avec un bordereau de prix unitaires spécifiques (B.P.U.) pour le remplacement des radiateurs.
- L'intéressement aux économies d'énergie (Poste PFI) sur 13 équipements majeurs du patrimoine bâti communal.

Quatre prestataires ont déposé un dossier de candidature dans les délais requis.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie en date du 15 janvier 2020, a évalué chaque proposition et les a classées, selon les critères définis dans le marché, dans l'ordre suivant :

- 1- CORIANCE
- 2 - IDEX Energies
- 3 - DALKIA
- 4 - MTO EUROGEM

Le maître d'ouvrage, en la personne de Monsieur le Maire, propose de suivre l'avis de la Commission d'Appel d'Offre et de retenir l'offre de la société CORIANCE.

Le marché prend effet à compter du 1^{er} mars 2020 et se terminera au 30 juin 2024,

Le montant global du marché s'élève à 286 983 € TTC, soit un prix annuel de 63 774 € TTC.

Vu le rapport de la Commission d'Appel d'Offres joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De confier le marché (2020-2024) d'exploitation et de maintenance multi-technique à la société CORIANCE pour un montant de 286 983 € TTC,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. RAILLARD va nous présenter un dossier technique. M. RAILLARD, vous avez la parole.

L. RAILLARD – Merci, M. le Maire,

Présentation de la délibération par Ludovic RAILLARD.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je

vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

AMENAGEMENT**9 - BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNÉE 2019**

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales, la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune sur l'année 2019 donnent lieu à présentation d'un bilan des acquisitions et cessions réalisées,

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du bilan ci-annexé des opérations immobilières réalisées sur le territoire de la commune au cours de l'année 2019.

T. FALCONNET – Il n'y aura pas de vote pour cette délibération. Je vous demande simplement de prendre acte de ce bilan. Est-ce qu'il est nécessaire que je lise l'intégralité des cessions et des acquisitions ? Je ne pense pas.

Très bien, vous me donnez acte de la communication de ce bilan.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

RESSOURCES HUMAINES

10 - CRÉATIONS DE POSTE À TEMPS COMPLET

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le tableau des effectifs de la collectivité,

Pour faire suite au départ de deux agents de la Bibliothèque municipale et dans le cadre de la réorganisation du service qui a été initiée, il est nécessaire de créer deux postes, de catégorie C, d'adjoint du patrimoine à temps complet.

En vue du départ prochain en retraite du chauffeur poids-lourd, il convient de créer un poste de catégorie C, d'adjoint technique à temps complet.

En vue du départ prochain en retraite du directeur du Centre technique municipal, il convient de créer un poste de catégorie B de technicien principal deuxième classe à temps complet, un poste de technicien principal première classe et un poste, de catégorie A, d'ingénieur territorial à temps complet. À la suite du recrutement du directeur du Centre technique municipal, il conviendra de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction du grade sur lequel il aura été recruté.

Enfin, dans le cadre de l'évolution des missions de certains postes, liée à la réussite au concours de plusieurs agents, il est proposé de créer :

- Un poste de catégorie C d'agent de maîtrise à temps complet
- Trois postes de catégorie B de rédacteur territorial à temps complet
- Un poste de catégorie B d'animateur territorial à temps complet
- Un poste de catégorie B de rédacteur principal de deuxième classe à temps complet
- Un poste de catégorie A d'attaché territorial à temps complet

À l'issue de la création de ces treize postes, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil municipal du 23 septembre 2019, sera modifié.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 22 janvier 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la création des treize postes décrits, ci dessus, à savoir :

- deux postes d'adjoint du patrimoine (catégorie C) à temps complet,
- un poste d'adjoint technique (catégorie C) à temps complet,
- un poste de technicien principal deuxième classe (catégorie B) à temps complet,
- un poste de technicien principal première classe (catégorie B) à temps complet,
- un poste d'ingénieur territorial (catégorie A) à temps complet,
- un poste d'agent de maîtrise (catégorie C) à temps complet,
- trois postes de rédacteur territorial (catégorie B) à temps complet,
- un poste d'animateur territorial (catégorie B) à temps complet,
- un poste de rédacteur principal de deuxième classe (catégorie B) à temps complet,
- un poste d'attaché territorial (catégorie A) à temps complet,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Une délibération, comme nous en aurons plusieurs au fur et à mesure de notre vie municipale.

Présentation de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Je précise que ce ne sont pas, vous l'avez compris, des créations sèches. Nous ne créons pas 13 postes, mais nous sommes obligés de prendre acte de la suppression d'un certain nombre de postes, puisqu'il y a des agents qui partent en retraite ou pour d'autres collectivités. Ça, ce sont des postes qui disparaissent, puisque physiquement, leur porteur s'en va. Nous sommes obligés, pour pouvoir recruter et remplacer, de recréer des postes au sein de ce Conseil municipal.

Qu'on n'entende pas, là aussi, n'importe quoi demain, en disant : « Regardez, il y a des créations de postes ! Ils recrutent avant les élections municipales ! » Ce n'est pas du tout ça, l'objet de cette délibération. Tout cela fait bien évidemment l'objet de procédures, d'appels à candidature, comme nous avons l'habitude de le faire maintenant.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je vous remercie, donc je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**11 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

T. FALCONNET – Il me reste à vous présenter les délégations de pouvoirs que vous avez bien voulu me confier. Vous avez le tableau des décisions que j'ai prises en votre nom. Vous trouverez notamment une action en justice pour désigner un avocat qui prend en compte les intérêts de la commune dans le cadre de l'interdiction de l'utilisation de glyphosate sur le territoire, puisque vous savez que cet arrêté a été attaqué en justice administrative.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ces délégations de pouvoirs ? Je n'en vois pas. Je vous demande de prendre acte de ces décisions.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

T. FALCONNET – M. RAILLARD, pour une prise de parole habituelle.

L. RAILLARD – Oui, effectivement. Merci, M. le Maire. C'est avec émotion et plaisir que je clôturerais ce Conseil municipal, avec une bonne nouvelle, puisque nous avons reçu, en date du 13 janvier, un courrier de Mme la Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté nous informant que dans le cadre du 60ème anniversaire de la remise des prix du label régional « Villes et villages fleuris 2019 », qui s'est déroulé le 19 octobre dernier à Arc-et-Senans, le Conseil régional et le jury régional ont décidé de maintenir la ville de Chenôve dans le classement de la catégorie trois fleurs.

Une fois n'est pas coutume, le Conseil régional attribue cette année une subvention de 100 € à la Ville, en remerciement des efforts d'embellissement qui participent à l'amélioration de l'environnement et de la qualité de vie de nos habitants. C'est la présidente de la région qui le dit.

T. FALCONNET – Merci au Conseil régional ! Pour ces fleurs, et surtout, pour les 100 € ! Voilà qui va rassurer tout le monde.

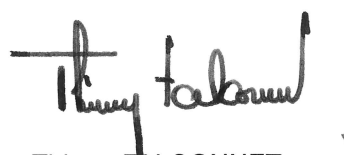
L. RAILLARD – Écoutez, avec plaisir, cette année encore, pour la cinquième fois consécutive, j'ai le plaisir de vous remettre, M. le Maire, le diplôme 2019 pour Chenôve et ses trois fleurs.

T. FALCONNET – Merci beaucoup. Je voudrais remercier l'adjoint au maire, qui est en charge de ces questions, mais je voudrais surtout adresser mes très chaleureuses félicitations aux agents municipaux qui font un travail remarquable, rappeler que nous avons des serres municipales. Je vous invite, si vous ne l'avez pas déjà fait, à aller visiter ce lieu magnifique, où on sème, où on fait pousser les plantes et surtout tous les plants que vous trouvez dans les massifs de fleurs à Chenôve sont des plants qui sont produits par nos serres municipales. C'est exceptionnel d'avoir cela dans notre commune. Je le dis, d'autant plus qu'ils ont beaucoup de travail, qu'ils font ça avec soin, beaucoup d'attention et avec le souci de l'embellissement de notre ville. C'est aussi à cela que l'on note une ville belle et attractive. Merci pour eux ! Et sans glyphosate, bien évidemment !

Bien, mes chers collègues, mesdames messieurs, je vous remercie de votre présence ce soir, pour ce dernier Conseil municipal de la mandature. Je ne vous donne pas rendez-vous la prochaine fois, ce serait présomptueux. Je vous souhaite une belle soirée et au plaisir de vous croiser très prochainement. La séance est close, merci à vous.

La séance est levée à 20 h 06.




Thierry FALCONNET